

ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE DE TRAVAUX

**MAITRE D'OUVRAGE /
POUVOIR ADJUDICATEUR**

Commune de COZZANO
20148 COZZANO

OBJET : Extension du cimetière communal

MODE DE PASSATION : PROCEDURE ADAPTEE
Cf article 27 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
Suite à première procédure déclarée sans suite pour motif d'intérêt général

DATE DU MARCHE : / /

LOT N° : Unique - VRD / Maçonnerie / Divers

MONTANT : € HT / € TTC

MAITRISE D'OEUVRE : Philippe GROSSI - Architecte DPLG
Résidence Impériale
Bâtiment A - CANDIA
20090 AJACCIO
Tél : 04 95 10 11 75
Fax : 04 95 10 11 32
E-Mail : pgrossi@wanadoo.fr

PERSONNE HABILITEE : Monsieur le Maire de COZZANO

ORDONNATEUR : Monsieur le Maire de COZZANO

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS : Perception de SAINTE-MARIE SICCHE

Unité monétaire choisie par le Maître d'Ouvrage : l'EURO

ACTE D'ENGAGEMENT

1 - Contractant

Je soussigné,

. Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

. Agissant pour le nom et le compte de la Société :

Au capital de :

Ayant son siège :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

SIRET :

. après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et des documents qui y sont mentionnés,

. produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés à l'article 48 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

. **m'engage** sans réserves, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, la déclaration ou les certificats, attestations et déclarations mentionnés à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ainsi que les attestations d'assurance visées au CCAP, et conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du lot désigné en page de garde du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre, ainsi représentée, ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **CENT QUATRE VINGT (180) JOURS** à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

Nous soussignés,

> **CO-TRAITANT 01**

. Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

. Agissant pour le nom et le compte de la Société :

Au capital de :

Ayant son siège :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

SIRET :

> CO-TRAITANT 02

. Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

. Agissant pour le nom et le compte de la Société :

Au capital de :

Ayant son siège :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

SIRET :

> CO-TRAITANT 03

. Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

. Agissant pour le nom et le compte de la Société :

Au capital de :

Ayant son siège :

Téléphone : Fax ; E-Mail :

SIRET :

. après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et des documents qui y sont mentionnés,

. produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés à l'article 48 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

. nous engageons sans réserves en tant que co-traitants groupés solidaires représentés par :

.....

mandataire du groupement solidaire, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, la déclaration ou les certificats mentionnés à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ainsi que les attestations d'assurance visées au CCAP, et conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du lot désigné en page 1 du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre, ainsi représentée, ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **CENT QUATRE VINGT (180) JOURS** à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

2 - Prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent la date limite de remise des offres (Mois M0).

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P.

Les travaux définis au C.C.A.P font l'objet d'un lot unique "VRD / Maçonnerie / Divers" et sont regroupés en une seule tranche.

Les travaux sont rémunérés par application d'un prix global forfaitaire décomposé dans le tableau ci-après :

Montant des travaux en chiffres (En €) :

Lot UNIQUE	BASE
Montant en € H.T.	
TVA (10,00 %)	
Montant en € TTC	

Montant des travaux BASE en lettres (En €) :

Montant T.T.C :

.....

.....

Valorisation des PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) ou ex options

N°	Lot	Objet	Montant € HT	Montant € TTC
1.1.03	U	Terrassement en tranchées pour réseaux		
1.2.01	U	Raccordement Eau Potable sur réseaux existant		
1.2.02	U	Regard AEP en béton armé 60*60		
1.2.03	U	Réseaux EF "service" extérieurs		
1.2.04	U	Robinet de puisage		
1.2.05	U	Fontaine en fonte		
1.5.02	U	Gazon rustique		
1.5.03	U	Mûriers-platanes		
1.5.06	U	Arrosage "goutte à goutte"		
1.6.04	U	Borne anti-franchissement escamotable		
1.6.05	U	Marquage et signalisation		
1.6.07	U	Candélabres "solaires" et plots BA		
		Total PSE "Lot unique"		

Décision du Maître de l’Ouvrage

Compte tenu de l’acceptation de la / des Prestations Supplémentaires Eventuelles n°

 le montant du marché est arrêté à :

Montant en € H.T.	
TVA (10,00 %)	
Montant en € TTC	

Montant T.T.C :

Répartition des paiements en cas de co-traitance

	CO-TRAITANT 01	CO-TRAITANT 02	CO-TRAITANT 03
Montant € HT			
TVA (10,0 %)			
Montant en € TTC			

3 - Montant sous traité

3.1 - Montant sous-traité désigné au marché

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l’article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d’engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe. Le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est auto-liquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d’acceptation du sous-traitant concerné et d’agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

Montant en € H.T. en chiffres	Montant en € H.T. en lettres

Les déclarations et attestations des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d’engagement.

3.2 - Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que je pourrai / nous pourrons présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

--

4 - Délais

Les travaux seront exécutés dans les délais suivants à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer : 4 mois y compris période de préparation.

Le délai proposé par l'entreprise est le suivant : mois y compris période de préparation.

5 - Paiements

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiés au CCAP.

Prestataire unique

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
Adresse :	
Au nom de :	
Sous le numéro :	
Clé RIB :	
Code banque :	
Code guichet :	

Toutefois, le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédits des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Groupement solidaire

	Co-traitant 1
Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
Adresse :	
Au nom de :	
Sous le numéro :	
Clé RIB :	
Code banque :	
Code guichet :	

	Co-traitant 2
Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
Adresse :	
Au nom de :	
Sous le numéro :	
Clé RIB :	
Code banque :	
Code guichet :	

	Co-traitant 3
Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
Adresse :	
Au nom de :	
Sous le numéro :	
Clé RIB :	
Code banque :	
Code guichet :	

Toutefois, le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédits des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Prestataire unique

Dès lors que le montant du marché est supérieur à 50 000,00€ HT, le prestataire désigné ci-avant pourra bénéficier du versement d'une avance de 5%, comme prévu au CCAP.

Le titulaire désigné ci-avant :

refuse de percevoir l'avance prévue au CCAP

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue au CCAP

Groupement solidaire

Dès lors que le montant du marché est supérieur à 50 000,00€ HT, les prestataires désignés ci-avant pourront bénéficier du versement d'une avance de 5%, comme prévu au CCAP.

Les membres du groupement désignés ci-avant :

refusent de percevoir l'avance prévue au CCAP

ne refusent pas de percevoir l'avance prévue au CCAP

J'affirme (Nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) (ou le groupement d'intérêt économique) ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Les déclarations similaires des sous-traitants recensés dans les annexes sont jointes au présent acte d'engagement.

Fait en un seul original

Mention(s) manuscrite(s)

A

"lu et approuvé"

Le.....

Signature de ou des entrepreneurs

VISAS :

Acceptation de l'offre :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A

Le

Le Maire de COZZANO

.....

Date d'effet du marché :

Reçu notification du marché le.....

Le titulaire / mandataire du groupement

Reçu le l'avis de réception postale de la notification du marché signé par le titulaire / mandataire du groupement destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur

A, le (date d'apposition de la signature ci-après)

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et conditions de paiement du contrat de sous-traitance (1)
ANNEXE N°

MARCHE

. Titulaire :

. Objet :
.....

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

. Nature :

. Montant T.T.C. :

SOUS-TRAITANT

. Nom,raison ou dénomination sociale :
.....

Entreprise individuelle ou forme juridique de la société :
.....

. N° d'identité d'établissement (SIRET) :
.....

. N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou s'il y a lieu au répertoire des métiers :
.....

Adresse:
.....

Compte à créditer (établissement de crédit , agence ou centre , N° de compte) :
.....
.....

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

. Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :
.....
.....

. Date (ou mois) de l'établissement des prix :
.....

. Modalités de variation des prix :
.....

. Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :
.....
.....
.....

AUTRES RENSEIGNEMENTS

. Personne habilitée à donner les renseignements,

. Comptable assignataire des paiements :

La personne responsable du marché,

L'Entrepreneur,

Le Mandataire,

.....

.....

.....

(1) Pièces jointes : Déclaration (en deux exemplaires) du sous-traitant concerné attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'interdiction découlant du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

DECLARATION SUR L'HONNEUR DE RESPECT DE LA REGLEMENTATION

CONTRE

LE TRAVAIL CLANDESTIN

Déclaration à fournir par chaque entreprise signataire de l'acte d'engagement

Je soussigné.....

en qualité de.....

agissant pour le compte de (société, entreprise) :

.....
.....
.....

Certifie sur l'honneur, et sous peine de résiliation du contrat, que l'exécution des travaux ci dessus mentionnés, sera réalisés avec des salariés, employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du code du travail (modifié par le décret N° 92.508 du 11/06/92).

Fait à

Le

Signature :